

Paris, le 20 novembre 2020

/ COMMUNIQUE DE PRESSE / COMMUNIQUE DE PRESSE /

QUATRIEME ENQUETE DE L'OBSERVATOIRE DE LA DEMOCRATIE DE PROXIMITE AMF-CEVIPOF/SCIENCESPO

Municipales 2020 : une élection si particulière

Par l'ampleur des réponses recueillies (4714), l'enquête CEVIPOF-AMF, conduite par Martial Foucault, directeur du CEVIPOF, donne un aperçu du moral des maires en octobre 2020. Mobilisés tour à tour par la campagne municipale puis l'état d'urgence sanitaire depuis le printemps dernier, les édiles expriment un certain nombre de réserves sur leur rôle et parfois leur impuissance à œuvrer pour le bien commun. Leur résilience sera mise à rude épreuve au cours des prochains mois lorsqu'il s'agira de faire un bilan de leurs marges de manœuvre financière pour répondre à des demandes sociales non assurées par l'État et continuer à faire vivre la démocratie municipale.

Voici les principaux enseignements :

- **Les 4 714 maires interrogés en octobre 2020 ont été élus ou réélus au cours d'une élection municipale si particulière.** Particulière car le scrutin s'est étiré durant trois mois et parce que le taux de participation a atteint un niveau historiquement faible (44,7 %).
- **Cette faible participation inquiète une majorité (55 %) des maires interrogés pour deux motifs :** ils sont 46 % à considérer que l'abstention record révèle un phénomène profond de désintérêt politique et seulement 9 % à s'inquiéter de la légitimité de leur propre élection. Pour les 45 % non inquiets, ils considèrent que le lien de confiance entre représentants municipaux et administrés est suffisamment fort pour ne pas y voir un quelconque malaise démocratique au plan municipal.
- **Le rôle des maires a été maintes fois souligné comme acteurs en première ligne pour répondre aux urgences de la crise COVID-19.** De manière globale, 39 % des maires interrogés estiment avoir été bien associés à la mise en œuvre de l'état d'urgence sanitaire, 48 % d'entre eux mal associés et enfin 12 % n'étaient pas en responsabilité au cours du printemps. Notons une différence notable pour les maires de communes de taille intermédiaire (1 000 à 9 000 habitants.) qui sont seulement 26 % à s'être sentis pleinement associés avec les services de l'État contre 46 % pour les très petites communes ou grandes villes.
- **Parmi les sources d'insatisfaction, c'est le manque de directives claires et cohérentes de la part de l'État qui est pointé** par 51 % des édiles interrogés. Tous les services de l'État ne sont pas jugés de la même manière : les préfetures bénéficient d'une forte dose de satisfecit de la part des maires puisqu'ils sont 66 % à estimer que leur relation de travail a été efficace. En revanche, ce seuil chute à 40 % pour les agences régionales de santé.
- **L'enquête a enfin interrogé les maires sur les faits de violence dont ils ont pu être victimes.** Parmi eux, citons les incivilités (pour 53 % des maires interrogés), les injures ou insultes (29 %), les menaces verbales ou écrites (28 %) et des attaques sur les réseaux sociaux ou internet (20 %). Si les agressions physiques (5 %) ou atteintes aux biens personnels (6 %) sont relativement rares, elles correspondent en réalité à des centaines de situations vécues.

Le but de ce travail est de dresser un portrait du maire en France. Cette enquête permet de mieux appréhender le rôle des maires, mais aussi leurs attitudes et leurs opinions face aux multiples défis qui caractérisent aujourd'hui la société française.

[Télécharger l'analyse complète](#)